

## L'Union Européenne est un coup d'Etat permanent



Les dirigeants de l'Union Européenne font de plus en plus penser à la nomenklatura de feu le système soviétique.

Avec Disraeli  
Scanner

Hughenden,

Le 1er avril 2018

Mon cher ami,

J'ai pris pour quinze jours mes quartiers de printemps, malgré le temps maussade de ces derniers jours. Je n'ai pu faire, depuis l'automne que de brèves visites à ce que vous appelez, j'imagine un peu moqueur, mon *cottage*. Je vais pouvoir passer mes matinées à mettre un peu d'ordre dans mon jardin - rassurez-vous, je n'aurai jamais la tentation d'en faire un jardin à la française! Et mes après-midis à commencer le manuscrit de mon prochain roman. J'ai toujours besoin du calme de Hughenden quand je commence un récit. Cette fois d'autant plus que je voudrais imaginer une version moderne du fameux *Sibyl* de Benjamin Disraëli l'Aîné. Il est temps de réécrire pour notre époque ce « roman des deux nations ». Je vous en dirai plus dès que je suis bien lancé.

### Peuple et dirigeants il y a 2000 ans....

J'étais ce matin au service pascal dans la petite église anglicane du village. Durant le sermon, nous avons eu droit à une magnifique fresque d'exégèse et d'histoire. Mettant bout à bout le récit de la Passion, celui de la Résurrection, les Actes des Apôtres et les découvertes historiques et archéologiques de ces dernières décennies, le pasteur a insisté: « Ne croyez-pas, disait-il, que la condamnation à mort du Christ s'explique par un affrontement entre les élites de Jérusalem et le petit peuple de Galilée. Non, l'Israël de l'époque a été coupée en deux de haut en bas, tel un arbre fendu par la foudre. Une partie des élites et du peuple a combattu l'idée que Jésus puisse être le Messie, le libérateur d'Israël tandis qu'une autre partie des élites et du peuple s'y est ralliée. Les Actes des Apôtres racontent qu'au lendemain de la Pentecôte de nombreux membres du sacerdoce de Jérusalem se ralliaient aux Apôtres ».

Saviez-vous que Jean l'Évangéliste était, presque certainement, l'un des fils de Hanan le Grand Prêtre, Ionatan, donc le frère de Caïphe, celui qui fait arrêter Jésus pour le livrer à Pilate? C'est pour cela qu'il ne se désigne jamais que comme « le disciple que Jésus aimait », pour rester anonyme. Saviez-vous que le Théophile, destinataire des Actes des Apôtres (écrits par Luc l'Évangéliste) est sans doute le frère de Caïphe et de Ionatan? Il y a là matière à un roman policier des plus passionnants: Jésus avait des amis et protecteurs parmi les dirigeants de Jérusalem. Le retournement d'un de ses apôtres, Judas, signifia le gain d'une première manche par le Haut Sacerdoce de Jérusalem; mais la suite dut plus compliquée pour le parti sacerdotal et ceux des Pharisiens qui le soutenaient: le passage du Pharisien Saul de Tarse du côté chrétien tout comme le ralliement de nombreux prêtres et notables religieux signifia une scission au sein de la religion hébraïque de l'époque, à l'origine de ce que nous appelons aujourd'hui judaïsme et christianisme.

---

Je ne suis pas allé voir le pasteur, à la fin du service, pour lui avouer que j'avais eu un moment de distraction, durant son sermon, aussi passionnant fût-il. Mon esprit a vagabondé dans l'Europe actuelle: dirigeants et peuples..... Ce soir, une fois installé à Hughenden, je n'avais plus de raison d'avoir mauvaise conscience en me laissant aller à mes rêveries politiques, que je vous livre.

#### .... et aujourd'hui dans l'Union Européenne

Voyez-vous, mon cher ami, je suis extrêmement frappé par l'attitude des principaux dirigeants de l'Union Européenne, actuellement. L'Union européenne ne va pas bien. Elle vient de perdre la confiance d'une de ses principales puissances économiques, la Grande-Bretagne, qui est en train d'en sortir; la Grèce est maintenue de force dans l'union économique et monétaire; l'Italie est en train d'y devenir ingouvernable; l'Espagne est tiraillée entre la dictature d'airain du monétarisme et les pulsions indépendantistes de sa région la plus riche; l'ancienne *Mitteleuropa* commence à développer, vis-à-vis de Bruxelles, une rébellion sourde qui est comme un écho de la révolte contre Moscou, il y a quelques décennies. Eh bien! Loin de tenir compte des signes croissants de défiance des peuples, les dirigeants bruxellois, appuyés par les gouvernements français et allemand, semblent suivre un plan à double détente: d'un côté, combattre par tous les moyens la prise d'influence de forces politiques hostiles à la marche actuelle de l'Union; parallèlement, accélérer la mise en place d'une fédéralisation des institutions européennes, pour créer de l'irréversible avant que les eurosceptiques n'aient emporté des succès décisifs.

La négociation, d'une dureté inouïe, qui s'est déroulée entre l'Union Européenne et la Grèce en juin-juillet 2015, avait un objectif principal: briser net l'essor d'une opposition de gauche à l'Union Européenne. Imaginez que Tsipras et Varoufakis aient réussi leur coup, qui consistait à proposer soit une annulation de fait de la dette grecque soit une sortie de la Grèce de la zone euro, il y aurait eu un immense appel d'air pour Podemos, pour la « France insoumise » et bien d'autres. L'intensité de l'intimisation mise en place par l'Allemagne et appuyée par la plupart des partenaires était à la hauteur de la peur éprouvée devant un délitement du système par la gauche. Provisoirement, la poussée de la gauche semble enrayée - encore que l'on sent, dans votre pays, ces semaines-ci, un réveil de l'extrême gauche et toute la question est de savoir comment Emmanuel Macron empêchera Jean-Luc Mélenchon. Et puis, le « Mouvement Cinq Etoiles » italien est lui aussi l'expression d'un populisme de gauche; peut-être, d'ailleurs, sera-t-il le plus difficile à combattre pour Bruxelles car il ne succombe pas à une rhétorique néo-marxiste stéréotypée.

Le danger pour l'Union vient aussi de la droite. A l'automne 2015 a commencé un bras de fer avec la « *Mitteleuropa* », l'Europe centrale, sur la question de la répartition entre l'Allemagne et ses partenaires, des réfugiés arrivant sur le sol européen. Depuis la fin 2015, la Pologne et la Hongrie - et la République tchèque dans une moindre mesure - sont la cible d'une mise en cause systématique de leurs gouvernements accusés de ne pas respecter les valeurs de l'Union Européenne. Les attaques sont plus violentes contre la Pologne et la Hongrie, dont les gouvernements ont une rhétorique de droite plus affirmée mais il ne faut pas s'y tromper, c'est toute l'Europe centrale qui est en train de s'organiser (l'Alliance des Trois Mers) et, à Bruxelles, on aime cela d'autant moins que l'Autriche a, désormais, un gouvernement ancré très à droite. Ce qui évite un conflit frontal, c'est la bonne tenue budgétaire de l'Europe centrale, qui laisse peu de prise au chantage aux prêts bancaires. Evidemment, à Bruxelles on est plus qu'inquiet: on y sait très bien que si Marine Le Pen avait fait de Schengen et non de l'euro son cheval de bataille présidentiel, elle aurait fait plus de 33% des voix au second tour de l'élection de 2017. On y voit aussi comme la droite monte en Italie: en particulier la capacité de la Ligue du Nord italienne à devenir un parti d'audience nationale donne des cauchemars à des dirigeants bruxellois qui ne pourront pas indéfiniment ignorer que leurs partisans en Italie sont devenus largement minoritaires.

#### La politique du pire et la fuite en avant

Au printemps 2016, le Brexit a stupéfait des dirigeants de l'UE qui n'avaient pas voulu l'envisager; et vous remarquerez le mode de négociation choisi. Tout semble fait, pour pratiquer la politique du pire. C'est volontairement que la France et l'Allemagne se retranchent derrière la Commission pour qu'une négociation purement technocratique soit menée avec la Grande-Bretagne. A Paris et à Berlin, on balance entre l'espoir de voir les Britanniques jeter l'éponge, par lassitude; ou bien s'engager dans la voie d'un hard Brexit qui serait suffisamment dissuasif pour d'autres. De mon point de vue, l'entrée dans une nouvelle « guerre froide » avec la Russie relève du même état d'esprit. Les dirigeants de l'UE savent comme le régime de Poutine est solide. Et ils n'ont qu'une peur: la capacité d'influence du conservatisme russe au pouvoir, qui pourrait devenir l'un des meilleurs alliés d'un retour à une Europe gaullienne, une Europe des Etats. On a essayé, par le passé, de déstabiliser la Russie comme on l'a fait pour l'Ukraine; mais c'est un morceau autrement résistant aux « révolutions de couleur » et il s'agit d'élever un nouveau « rideau de fer ». Sauf que, cette fois, la logique idéologique n'est pas à l'est mais à l'ouest de l'Europe.

Les dirigeants de l'Union Européenne font de plus en plus penser à la nomenklatura de feu le système soviétique. Lisez nombre de papiers officiels des think tanks bruxellois, parisiens ou berlinois et vous verrez qu'il y a, depuis plusieurs années, une conscience développée de la révolte montante des peuples. Exactement comme au coeur du régime soviétique - le KGB d'Andropov ou fut décidé de pousser Gorbatchev vers le pouvoir et où fut formé Poutine! - on sait quel est l'état économique et social réel de l'Union, en particulier de la zone euro; et l'on réfléchit intensément aux moyens de sauver le système. La nomenklatura française a eu le bon goût de repérer et faire émerger Emmanuel Macron. A Berlin, vrai centre du pouvoir européen, on a bien conscience qu'une chance comme le nouveau président français ne se représentera pas. Maintenant qu'elle a été reconduite, la nomenklaturiste en chef, Angela Merkel - cette revanche posthume de la RDA - pense avoir trouvé le bon dosage: on accordera le minimum à Macron concernant une mutualisation budgétaire européenne; en revanche, l'Allemagne va revenir à la charge sur la question de l'union politique - celle que Kohl avait proposée et que Mitterrand avait refusée.

Au fond, les dirigeants européens savent qu'on ne changera pas de système monétaire. Les dernières élections ont montré que l'Allemagne n'était pas prête à la mutualisation de la dette entre membres de la zone euro. Il est indéniable que cela crée un système instable. Mais à Bruxelles et à Paris, comme à Berlin, on est prêt à ignorer les souffrances des sociétés: en termes macro-économiques, la zone euro s'en sortira par le drainage, vers le nord, du capital et des ressources humaines du sud. Il faudra bien mettre en place quelques transferts financiers - d'où l'augmentation du budget européen, qui se fera à mi-chemin entre les attentes de Paris et les contraintes politiques de Berlin. Mais c'est par un autre moyen que l'on pense verrouiller le système: une plus grande fédéralisation politique. Nous allons vers une généralisation des votes à la majorité au sein du Conseil européen. Tout sera fait pour que la Hongrie ou la Grèce ne puissent plus empêcher le durcissement des sanctions contre la Russie; ou pour que la France et l'Allemagne, ensemble, puissent imposer des quotas d'accueil de populations réfugiées. Sur tous les sujets, il s'agit de faire en sorte

---

qu'un basculement politique dans un pays ne bloque pas tout le système.

C'est dans le même esprit que les dirigeants européens se gardent bien de trop miser sur le Parlement européen. Que se passerait-il si, aux prochaines élections européennes, les populistes de gauche et de droite empêchaient le Parti Populaire Européen et les socialistes européens d'avoir ensemble une majorité? Emmanuel Macron pense avoir la parade avec des listes transnationales; mais ses partenaires européens lui font valoir qu'au lieu d'un succès de mouvements type En Marche à l'échelle européenne, on pourrait avoir des listes transnationales type Podemos ou Rassemblement National.

### **Sortir le plus rapidement de cette dystopie**

La Grande-Bretagne s'est heureusement sortie de ce système de cauchemar. Mais notre intérêt est de voir l'Europe continentale se libérer à son tour du système qui tient prisonnières ses forces créatrices. Theresa May n'est pas stratège et elle est piètre tacticienne. Il lui serait facile de diviser les gouvernements européens entre eux, si elle en avait l'idée. Au lieu de faire de la Russie son bouc émissaire, elle ferait mieux de suivre l'exemple de Margaret Thatcher et de tendre la main à Moscou. Si Donald Trump, tout conservateur qu'il soit en train de devenir, est pour elle le diable, rien n'empêche de se procurer la longue fourchette qui permettrait de l'inviter à dîner à la table des intérêts britanniques.

Je vois le potentiel de réveil d'une approche réaliste de l'Europe, fondée sur le dialogue entre les Etats, le respect des parlements et des majorités populaires, le pragmatisme monétaire. Si nous autres conservateurs savons nous organiser et garder notre sang froid, nous avons les moyens de pousser à la faute le système de l'Union Européenne. Angela Merkel est une dirigeante affaiblie, sans majorité politique dans le pays, au-delà des apparences. Emmanuel Macron a mangé son pain blanc et, d'ici quelques mois, il n'aura pas d'autre choix que de faire naufrage comme François Hollande ou d'inventer un nouveau gaullisme- répétant à l'envers le tournant de la gauche en 1983. 2019, année d'élections européennes, sera décisive pour susciter une rébellion pacifique dans les urnes. Ne perdons pas de temps: nous avons à peine plus d'un an pour réussir. Pouvons la comparaison avec feu l'Union Soviétique jusqu'au bout: elle ne se serait jamais effondrée sans le courage des opposants. Ne laissons pas les sociétés européennes dépérir plus longtemps. Mettons fin au coup d'Etat permanent qu'est devenu l'Union européenne ! Mon pays ne sera pas partie prenante directement; mais l'intérêt des Britanniques est de contribuer à un retour à l'Europe des Etats et des parlements. Nous vous aiderons.

Bien fidèlement vôtre

Benjamin Disraëli